

Une approche ethnographique du mieux-être



HERVÉ AUBIN

Anne-Laure Legendre est enseignante-chercheuse à l'Université Versailles-Saint-Quentin. Elle revient sur son travail de thèse pour montrer combien une approche sensible du vécu des habitants permet de mieux comprendre ce qui pourrait "faire bien-être" dans les quartiers en politique de la ville. Et nous met en garde contre des politiques urbaines trop standardisées...



Diagonal : Vous avez étudié le bien-être dans quatre quartiers de la politique de la ville (1). Que recouvre cette notion ?

Anne-Laure Legendre : Le bien-être est un concept polysémique que l'on trouve mobilisé dans de nombreux domaines, donnant parfois

l'illusion qu'il s'agirait d'une notion simple que l'on mesure comme un thermomètre prend la température. Dans cette recherche, plutôt que de définir de manière extérieure les attributs d'un quartier favorable au bien-être (et dire "ce qui est bien" à la place de celles et ceux qui y vivent), nous avons choisi de prendre comme point de départ l'expérience que les habitants font de leur cadre de vie. Nous avons essayé de ne pas enfermer le bien-être dans une définition *a priori*, pour considérer le bien-vivre

Le quartier de Villeneuve-les-Salines à La Rochelle, où les habitants souffrent d'un manque de reconnaissance, à l'instar d'autres quartiers prioritaires.

avant tout comme une expérience humaine, sociale et située dans un lieu précis et dans un contexte sociohistorique, institutionnel et culturel donné, ce qui en fait aussi un concept dynamique et ouvert.

■ ■ **Comment avez-vous relié le vécu des personnes au sentiment de bien-être dans ces quartiers ?**

Nous sommes partis de l'idée que l'on ne pouvait pas "trouver" le bien-être directement dans les propos des habitants, mais que l'on pouvait essayer de passer par une catégorie intermédiaire, l'attachement au lieu de vie, un concept emprunté à la psychologie environnementale. L'une des hypothèses est de dire que si l'on trouve dans le vécu des habitants l'expression d'un attachement au lieu de vie, alors nous avons des éléments pour reconnaître ce qui pourrait s'apparenter au bien-être ou au bien-vivre dans son cadre de vie. Tout le travail consiste alors à

Urbanisme et bien-être

chercher, dans la diversité de vécus, les manifestations et les ressorts de cet attachement.

■ ■ ■ **En quoi la démarche de l'évaluation de l'impact sur la santé (EIS) a-t-elle été le point de départ de vos enquêtes ?**

J'ai été mandatée en tant que chargée de mission par la Ville de Nanterre, puis par la Ville de La Rochelle, pour la réalisation de démarches d'évaluations d'impact sur la santé (2) de différents projets urbains (le projet d'aménagement Cœur de Quartier, et le projet de rénovation urbaine de Villeneuve-les-Salines). Dans les deux cas, nous avons conduit les enquêtes sur le vécu du quartier en parallèle des autres activités du processus d'évaluation. C'est un choix spécifique de notre manière de mener une EIS.



ANNE LAURE LEGENDRE

En cherchant à donner du sens à la définition de la santé comme "état de complet bien-être" (OMS), il nous semblait indispensable d'intégrer l'expérience vécue des habitants, depuis la définition des enjeux, jusqu'à la formulation de recommandations.

■ ■ ■ **Vous dites que la sociologie relationnelle vous a aidée dans votre travail. Quel en était le fil directeur ?**

Dans une perspective relationnelle, on s'intéresse aux relations des personnes avec leur milieu de vie, leurs voisins, l'ensemble de la population, et pourquoi pas, avec les autres vivants de ce monde. Ceci nous permet de sortir complètement d'une perspective naturaliste où il y aurait le cadre de vie d'un côté, et les humains de l'autre. La conception de la société comme une somme d'individus atomisés néglige l'existence de relations et de rapports de force, y compris symboliques. La sociologie relationnelle permet de porter une attention non pas aux "comportements", mais aux multiples relations de confiance, de réciprocité, aux rapports de pouvoir ou de domination qui se jouent en permanence dans la vie des quartiers et la vie humaine tout court.

■ ■ ■ **Quelles grandes tendances ressortent de tous ces récits ?**

Il y a tout d'abord des expressions d'attachement très fort aux quartiers. Cela pourrait sembler contre-intuitif puisqu'ils se sont dégradés sur le plan urbain et présentent

un certain nombre de difficultés. Du reste, les personnes interviewées peuvent citer les défauts ou les difficultés qu'elles rencontrent dans leur lieu de vie, et parler de leurs attaches, comme les liens tissés au fil des années, de l'ambiance générale ou l'esprit d'entraide, etc.

Ensuite, nos corpus montrent que "l'habiter" est une expérience humaine totale qui mêle de multiples dimensions physiques, historiques, sociales, sensorielles, émotionnelles, symboliques, etc. Cette manière de comprendre le rapport au quartier s'écarte de la tendance à fragmenter les sujets, et à traiter les territoires comme une succession de couches et de problématiques à gérer une par une.

Enfin, les expressions de sentiments d'injustice sont omniprésentes dans nos corpus et les options d'aménagement peuvent les induire ou les amplifier. Cela peut aller de "tel bâtiment en face de chez moi est rénové, alors que le mien ne l'a jamais été" à "les jardins du centre-ville sont mieux entretenus qu'ici". Finalement, le ressenti est celui de ne pas avoir le même accès à un cadre de vie de qualité, ni au même traitement et aux mêmes opportunités. Il en résulte des sentiments de relégation, et des effets plus profonds sur le plan psychosocial, touchant aussi à la dignité ou à l'estime de soi.

■ ■ ■ **Pour gagner en pertinence, l'intervention sur le cadre bâti devrait donc s'accompagner d'une véritable attention aux pratiques sociales des habitants ?**

Je crois qu'une des difficultés principales est de dépasser cette séparation que l'on imagine entre le cadre bâti et la vie sociale. Si nous proposons, comme d'autres penseurs avant nous, de nous tourner vers l'expérience vécue des habitants, c'est parce que nous avons pu observer des décalages entre les intentions des projets urbains, et le vécu et les attentes des habitants.

À titre d'exemple, dans les projets de renouvellement urbain, les quartiers sont souvent considérés comme enclavés. Cette lecture spatiale des territoires passe parfois à côté de la situation réellement vécue par les populations. À Nanterre, si les habitants de la cité Anatole France exprimaient des difficultés réelles à se déplacer au quotidien, c'était surtout le sentiment de vide et d'abandon des pouvoirs publics qui ressortait de l'enquête. De l'autre côté de la gare de Nanterre Université, dans la cité des Provinces Françaises, le vécu est totalement différent : les habitants expriment des sentiments d'étouffement, et ils ont la sensation de "disparaître" sous les nouvelles constructions. Dans ce secteur déjà très dense, les multiples opérations en cours vont amener de nouvelles populations et risquent d'amplifier les sentiments de saturation de l'espace. En passant par l'expérience vécue, nous essayons d'apporter une perspective nouvelle pour comprendre les territoires qui sont des lieux vivants.

■ ■ ■ **L'EIS a-t-elle permis de dégager des préconisations ?**

Concernant les deux EIS, il s'agissait de démarches expérimentales, mais nous avons suivi les étapes classiques du processus EIS jusqu'à la formulation de certaines recommandations. Plus important que leur contenu, c'est le processus collectif que nous avons mis en place avec les

● ● ●

L'ethnographie au service d'une approche sensible

Virginie Bathellier : **Quelle méthodologie avez-vous suivie pour mener vos travaux ?**

Anne-Laure Legendre : Sur chaque terrain, nous avons mené une démarche dite ethnographique, comprenant un travail d'immersion pendant plusieurs mois. Le choix d'une approche ethnographique relève d'une posture éthique qui reconnaît la légitimité de passer par le vécu des habitants pour étudier et comprendre un territoire. Le cadre d'enquête est construit autour de questions ouvertes pour permettre aux personnes de raconter leur expérience du quartier, et de dire, avec leurs mots, ce qui compte pour elles.

Pour donner un exemple, certaines questions facilitent la mise en récit, comme lorsque l'on demande "depuis quand habitez-vous dans le quartier ?" On peut alors déceler si vivre dans ce quartier relève d'un choix, ou si la personne est prise dans un parcours résidentiel fermé, comme c'est souvent le cas dans l'habitat social.

Une fois que l'on a collecté une diversité d'expériences et que l'on atteint une forme de saturation dans les données – deux des principes majeurs de l'approche ethnographique – on réalise un travail d'interprétation des résultats, pour chaque terrain, puis pour l'ensemble des données agrégées (au total, un corpus de 200 entretiens). Le processus consiste à repérer les régularités dans les propos recueillis, en procédant par aller-retour entre le terrain, la littérature existante, et d'autres données connues du territoire. ■

acteurs locaux (élus, agents de la collectivité, acteurs associatifs, porteurs de projets...) qui nous paraît déterminant. En effet, il s'agit d'identifier ensemble les enjeux du projet, et de construire une vision partagée des effets potentiels positifs ou négatifs, sans quoi il n'y aura pas de véritable appropriation des propositions. À Nanterre, le processus était trop avancé pour que l'EIS puisse influencer le projet, mais la collectivité la déploie désormais dans d'autres opérations. Du côté de La Rochelle, il est encore difficile de savoir ce qui sera finalement retenu de l'EIS. Toutefois, elle conduit à une redéfinition complète du problème et des enjeux du projet urbain. Par exemple, elle faisait apparaître des manques quant aux apports du projet pour les jeunes. Qu'est-ce qui pourrait leur donner le sentiment que le projet est aussi pour eux ? L'enjeu central du projet de rénovation urbaine est alors de penser à la place et au rôle qu'on leur permettra de prendre dans le quartier demain.

■ ■ **Certains rapports soulignent que la rénovation urbaine n'a pas les effets escomptés en termes de cohésion sociale. Au vu de votre recherche quels enseignements ressortent ?**

Nous évoquions précédemment les multiples expressions de sentiments d'injustice : comment soutenir la cohésion sociale si on ne résout pas ces problèmes ? Certaines politiques urbaines amplifient la fragmentation sociale, la gentrification et la ségrégation sociospatiale, des phénomènes bien documentés. L'idée d'une intervention sur l'urbain pour résoudre les problèmes des quartiers en politique de la ville sur le plan social a pourtant largement été critiquée mais elle persiste sous de nouvelles formes. Ainsi, la résidentialisation des immeubles existants contribuerait à améliorer l'attractivité des quartiers et à donner un sentiment de sécurité, une hypothèse qui n'a pas été vérifiée empiriquement. On ne discute jamais du risque de générer de nouvelles fractures physiques et symboliques, alors que les pieds d'immeuble sont des espaces ouverts. Dans une perspective de cohésion sociale, il n'est pas certain que ce soit la meilleure option.

■ ■ **Comment les inégalités sociales, voire environnementales, sont-elles vécues alors même que les projets visent justement à améliorer le cadre de vie ?**

On a tendance à aborder les inégalités sociales et territoriales à travers les seules statistiques, qui mettent en évidence de grandes tendances. Dans ces quartiers, il y a un cumul de difficultés, mais ces problèmes ne sont pas arrivés "naturellement". Les causes sont structurelles et sociopolitiques ce qui en fait des injustices. Que savons-nous de la

■ ■ ***“Les sentiments d'injustice recueillis révèlent ce qu'une lecture statistique, à plat, ne saisit pas”.***

manière dont vivent les habitants sur ces territoires, de leurs difficultés réelles et de leurs aspirations ? Les sentiments d'injustice recueillis révèlent ce qu'une lecture statistique, à plat, ne saisit pas. De plus on peut viser une amélioration moyenne du cadre de vie, et passer à côté de la diversité des besoins et des situations de vulnérabilité. À Villeneuve, les personnes interrogées parlent des jeunes qui participent à certaines activités illicites, mais ils interrogent aussi la capacité du projet à leur offrir des perspectives d'avenir. Ainsi, un habitant disait : "les jeunes pourraient se dire : on rénove le quartier, mais nous, on ne nous aide pas". Que penser de ces propos ? Que les habitants n'ont pas compris l'intention de ces projets ? Ou interroger des pratiques qui ne produisent pas les effets escomptés ?

■ ■ **Le bien-être dans ces quartiers comme ailleurs renverrait à certaines dimensions humaines, trop peu prises en compte selon vous ?**

Cela dépend de ce que l'on entend par dimension humaine. Certaines approches traitent les humains comme des organismes génériques, et passent à côté de la "vie biographique" qui fait la singularité de l'existence humaine, comme le suggère Didier Fassin dans ses travaux sur l'inégalité des vies (3). Le rapport à son lieu de vie ne se joue pas qu'au niveau du cerveau, et les dimensions relationnelles et affectives font partie intégrante de toute expérience humaine. Il me semble également essentiel d'envisager la question sous l'angle du pouvoir d'agir, car le bien-être n'est pas quelque chose que l'on recevrait passivement de son lieu de vie.

■ ■ **Le sentiment de fierté, dans ce cadre, semble donc être un levier ?**

Absolument, soutenir la fierté d'habiter un lieu est une des clés lorsque l'on cherche à développer l'attachement au lieu de vie, et donc potentiellement le bien-vivre. L'exemple de Villeneuve en témoigne. Dans ce quartier, il existe un problème de réputation, bien connu de la collectivité qui observait des refus d'attribution de logements sociaux. Or les habitants souffrent de la mauvaise image qui leur est renvoyée. Le fil rouge de nos suggestions est l'idée de chercher ce qui pourrait rendre les habitants fiers d'habiter leur quartier. Aussi, l'une des préconisations faites à la Ville à travers l'EIS consiste à chercher dans le projet les moyens de soutenir ce sentiment, et de permettre aux habitants de s'approprier leur lieu de vie. Il nous semble impossible de viser le bien-être des habitants, sans une forme de reconnaissance des personnes. ■

Propos recueillis par Virginie BATHELLIER

1) Les quartiers en politique de la ville (QPV) sont les suivants : Trappes : quartier Jean Macé ; Nanterre : cité Anatole France, cité des Provinces Françaises et Terrasses ; Les Mureaux : cité des Musiciens et Vigne Blanche ; La Rochelle : quartier de Villeneuve-les-Salines.

2) Un cadre structurant le processus des EIS a été proposé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et a fait l'objet du consensus de Göteborg en 1999. En France, la démarche se développe depuis le début des années 2010. Les premières EIS réalisées portent principalement sur des projets d'aménagement urbains tels que : projets de transports en commun, projets de rénovation urbaine, implantation d'une maison de santé ou d'un équipement scolaire, etc.

3) Didier Fassin, médecin, sociologue et anthropologue, est professeur de sciences sociales à l'Institut for Advanced Study de Princeton et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Fassin D., 2020, *De l'inégalité des vies*, Paris, Fayard, Collège de France, coll. "Leçons inaugurales".